



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM 2020-07 - Séance du 19 février 2020**

### ACTES

#### 4. Fonction publique

#### 4.5 Régime indemnitaire

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le dix-neuf février à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 13 février 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 13 février 2020.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, DESTAILLATS Aline pour CONTENSEAU Carole, SOULIER Alain pour MARTY Philippe, MONIN Séverine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MAZOLLIER Elisabeth.

**Absents :** SIMAR Morgan et FOUREL Sylvain.

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## **N° DLM 2020-07 – RESSOURCES HUMAINES : INDEMNITES FORFAITAIRES COMPLEMENTAIRES POUR ELECTIONS**

Sur le rapport de Madame Sandrine GAUTIER, adjointe au maire déléguée aux affaires scolaires et à la petite enfance :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**VU** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

**VU** le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**VU** le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

**VU** l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S.,

**VU** l'arrêté ministériel du 27 février 1962, relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection,

**VU** la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377),

**VU** l'avis favorable du comité technique en date du 07/02/2020,

**CONSIDÉRANT** qu'à l'occasion des consultations électorales certains agents territoriaux sont amenés à effectuer des travaux supplémentaires liés à l'organisation du scrutin et à la tenue des bureaux de vote, il convient d'en fixer la rétribution,

**CONSIDÉRANT** qu'il existe trois possibilités :

- La récupération des heures consacrées à ces travaux supplémentaires
- Le versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)
- Le versement d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents exclus du bénéfice des IHTS

**CONSIDÉRANT** que les bénéficiaires des IFCE sont :

- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie B, dont l'indice brut est supérieur à 380 et qui ne bénéficient pas de l'IHTS
- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires ou non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie A

**CONSIDÉRANT** les modalités de calcul de ces indemnités, à savoir :

- Dans la limite d'un crédit global qui est obtenu en multipliant le montant maximal de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires par le nombre de bénéficiaires. Le montant de référence sera celui de l'IFTS de 2ème catégorie assortie d'un coefficient 8.
- Et dans la limite d'un montant individuel ne pouvant excéder le quart du montant de l'indemnité forfaitaire annuelle.
- Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP

**VU** le décret 91-875 qui permet au maire de fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'I.F.C.E.

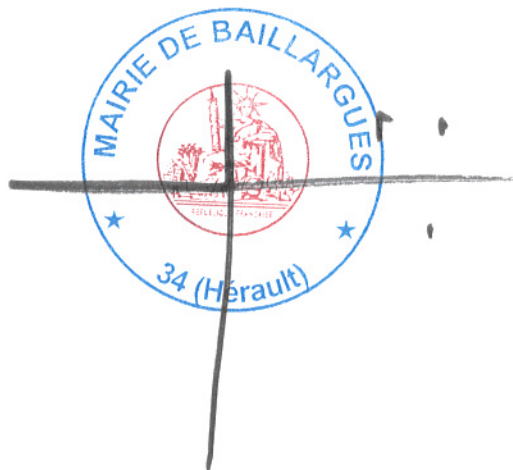
**CONSIDÉRANT** que le paiement de cette indemnité est effectué après chaque tour de consultations électorales.

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la mise en place de l'IFSE et d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Sandrine GAUTIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ADOpte** la mise en place de l'IFCE et **DIT** inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

Pour extrait conforme,  
Le 25 février 2020,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Envoyé en préfecture le 04/03/2020

Reçu en préfecture le 04/03/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20200225-DLM2020\_07-DE

